

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT-TROISIÈME SESSION

Documents officiels



SIXIÈME COMMISSION, 1098^e
SÉANCE

Mardi 17 décembre 1968,
à 11 h 15

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 89 de l'ordre du jour:

*Programme d'assistance des Nations Unies
aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la
diffusion et d'une compréhension plus large
du droit international: rapport du Secrétaire
général (fin)*

Page

1

Président: M. K. Krishna RAO (Inde).

POINT 89 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international: rapport du Secrétaire général (fin) [A/7293, A/7305; A/C.6/L.391, A/C.6/L.739 et Add.1 et 2]

1. Le PRÉSIDENT annonce que Chypre, le Panama et les Philippines se sont portés coauteurs du projet de résolution A/C.6/L.739.

2. M. LIANG (Chine) se félicite des résultats obtenus dans la mise en œuvre du Programme, dont la délégation chinoise avait du reste soutenu l'établissement en 1965; elle avait souligné, à l'époque, combien il importait de saisir l'occasion de poursuivre l'effort déjà amorcé par la Commission du droit international en vue de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier^{1/}. A cet égard, la délégation chinoise se félicite notamment du fait que le Conseil de l'Europe a communiqué au Secrétaire général le texte d'une résolution adoptée par le Comité des ministres dudit conseil, contenant un plan modèle de classement des documents concernant la pratique des Etats en matière de droit international public (voir A/7305, par. 18). M. Liang constate également avec satisfaction que le Secrétaire général et le conseiller juridique du Conseil de l'Europe ont procédé à un échange de correspondance portant sur la compilation éventuelle d'un nouveau recueil de traités contenant le texte de tous les traités conclus entre 1648 et 1918 (*ibid.*, par. 17). En dehors de ces initiatives internationales officielles, il convient de noter la parution récente sous l'égide de gouvernements ou d'organismes privés de publications destinées à rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier; bien que l'ONU n'ait pas participé directement à ces travaux, on peut dire que les efforts entrepris ont été inspirés par les activités que la Commission du droit international a menées dès 1949 en vertu de l'article 24

de son statut. Il faut espérer que le Comité consultatif pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international recherchera les moyens de généraliser la pratique actuellement suivie par les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et d'autres Etats, qui consiste à compiler et à publier des recueils de la pratique des Etats en droit international.

3. S'agissant de l'enseignement du droit international, la délégation chinoise constate avec satisfaction le succès remporté par le Séminaire de droit international de Genève (*ibid.*, par. 59); ce succès est dû notamment au fait que les organisateurs ont pu obtenir la collaboration des membres de la Commission du droit international et que les étudiants ont pu suivre les débats de ladite commission. Pour ce qui est des cycles d'études régionaux consacrés au droit international, organisés par l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies (UNITAR) avec la collaboration de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la délégation chinoise prend acte avec satisfaction de la décision de réunir le prochain de ces cycles à Quito; à ce sujet, il lui paraît indispensable de choisir avec un soin particulier, en fonction d'un critère objectif internationalement reconnu, les professeurs qui participent à ces cycles d'études; ils pourraient, par exemple, être choisis parmi les membres et associés de l'Institut de droit international, compte tenu bien entendu, du principe d'une répartition géographique équitable.

4. En ce qui concerne la publication d'ouvrages de droit international, la délégation chinoise juge intéressante l'idée de l'UNESCO touchant l'établissement d'une liste de référence de 100 à 150 ouvrages de droit international public, destinée à être communiquée aux universités et centres de recherche intéressés et à servir à la préparation de recueils d'ouvrages de droit international général (voir A/7305, par. 46). Elle estime cependant qu'une simple liste ne présente qu'un intérêt très limité, comme le prouve du reste l'expérience de l'ONU: on peut en effet se demander quels sont les gouvernements qui ont eu effectivement recours au registre d'experts et de spécialistes de droit international^{2/}.

5. Consciente du fait que c'est grâce à des traductions en chinois d'ouvrages de droit international que les Chinois ont commencé à se familiariser, au début de la seconde moitié du XIX^e siècle, avec le droit international moderne, la délégation chinoise attache une grande importance à la traduction des ouvrages relatifs au droit international: elle s'était

^{1/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Sixième Commission, 862^e séance, par. 17.

^{2/} A/6677 et Add.1 et A/7293 (documents mimeographiés).

du reste félicitée, en 1965, de la contribution apportée à cet égard au droit international par la dotation Carnegie pour la paix internationale (Carnegie Endowment for International Peace) pendant l'entre-deux-guerres^{3/}. Il reste néanmoins que certains ouvrages d'une importance capitale n'ont jamais été traduits ou ne l'ont été que dans un trop petit nombre de langues.

6. En conclusion, le représentant de la Chine souligne la lourde responsabilité qui incombe aux membres de la Sixième Commission, qui non seulement doivent s'acquitter de leurs fonctions en tant que représentants de leurs gouvernements pour l'examen des mesures à prendre dans le cadre du Programme mais doivent également s'efforcer d'être de bons enseignants pour ceux qui, dans le monde entier, étudient le droit international.

7. M. TETRI (Finlande) estime que le rapport du Secrétaire général (A/7305) est un excellent document, clair et complet, qui fournit toutes les données nécessaires pour apprécier les résultats déjà obtenus et juger le programme futur; il prend acte avec satisfaction de l'assistance fournie par le Comité consultatif, qui a aidé le Secrétaire général à mettre en œuvre le Programme et de la précieuse collaboration qu'ont prêtée l'UNESCO et l'UNITAR.

8. Pour ce qui est de la mise en œuvre du Programme en 1968, la délégation finlandaise se félicite tout particulièrement du fait que l'on a pris en considération certaines suggestions touchant le programme de bourses de perfectionnement qu'elle avait présentées lors de la vingtième session de l'Assemblée générale. Elle note qu'un plus large choix est donné aux candidats entre divers types d'études (*ibid.*, par. 40), ce qui, à ses yeux, est un avantage, mais qu'en revanche, ces études sont plus approfondies. La coopération de l'UNESCO, de l'UNITAR et d'autres organisations a facilité l'organisation de ces activités.

9. Dans un autre domaine, M. Tetri note que la diffusion de publications juridiques a bénéficié d'une publicité plus large (*ibid.*, par. 81) et que l'UNESCO et l'UNITAR comptent entreprendre de nouvelles études relatives au droit international et notamment publier en 1970 un ouvrage sur l'œuvre de la Cour internationale de Justice (*ibid.*, par. 80). Tout en reconnaissant les difficultés auxquelles se heurte la fourniture de services consultatifs d'experts (*ibid.*, par. 83 à 86), la délégation finlandaise fait observer qu'il existe désormais un registre international d'experts et de spécialistes de droit international dont le nombre ne cesse de s'accroître et qu'il ne fait aucun doute que les Etats intéressés pourraient tirer grand parti de leurs services. Enfin, la délégation finlandaise tient à souligner l'intérêt que présentent le Séminaire de droit international de Genève, et combien il importe de poursuivre l'effort entrepris dans ce domaine; à cet égard, M. Tetri est heureux d'annoncer que son gouvernement est disposé à accorder pour 1969 à des participants originaires de pays en voie de développement des bourses de perfectionnement d'un montant total de 1 500 dollars.

10. La délégation finlandaise espère qu'il sera possible dans l'avenir d'élargir le Programme grâce aux efforts communs des organisations intéressées et des gouvernements de tous les pays.

11. M. SKALA (Suède) tient tout d'abord à exprimer les félicitations de sa délégation au Secrétaire général, à l'UNITAR et à l'UNESCO pour les résultats qu'ils ont obtenus dans la mise en œuvre du Programme. Elle a pris note avec une particulière satisfaction de la répartition graduelle des tâches, dans le cadre de laquelle le Secrétariat de l'ONU se charge surtout de coordonner les programmes existants tandis que l'UNESCO et l'UNITAR s'occupent de l'organisation des cycles d'études et des cours. Les études entreprises par l'UNITAR, notamment son projet de recherche sur les obstacles à une plus large acceptation des traités multilatéraux (voir A/7305, par. 52), présenteront sans doute un très grand intérêt, tant sur le plan théorique que sur le plan pratique. La délégation suédoise souhaiterait que l'UNITAR fasse porter une de ses futures études sur la question du règlement pacifique des différends.

12. Le représentant de la Suède est heureux d'annoncer que son gouvernement fournira une contribution d'un montant de 1 500 dollars en vue de faciliter la participation d'étudiants originaires de pays en voie de développement à la réunion du Séminaire de droit international qui sera organisée à l'occasion de la prochaine session de la Commission du droit international qui doit avoir lieu en 1969 à Genève. Les précédents séminaires ont connu un vif succès; leur intérêt est d'autant plus grand qu'ils permettent de mieux faire connaître l'œuvre de ladite commission. A cet égard, la délégation suédoise se demande s'il ne serait pas possible de prier l'UNITAR, qui s'occupe de plus en plus de l'organisation de réunions de ce genre, d'organiser le Séminaire de Genève en coopération, bien entendu, avec l'Office européen des Nations Unies. M. Skala signale en outre qu'un cycle d'études relatif au droit de l'ONU et des organisations internationales a eu lieu à Uppsala en 1968 sous les auspices de la fondation Hammarskjöld; il groupait une vingtaine de participants originaires de pays africains.

13. Pour conclure, le représentant de la Suède dit que les vues du Comité consultatif au sujet de l'orientation future du Programme (*ibid.*, par. 89) retiendront toute l'attention de sa délégation, qui appuie la recommandation de ce dernier tendant à ce que l'Assemblée générale prenne les mesures voulues pour les traduire dans la pratique.

14. M. DEBERGH (Belgique) souligne tout d'abord l'importance qu'attache son pays à la question à l'examen. Sa délégation tient à féliciter à nouveau le Secrétariat, comme elle l'a déjà fait au Comité consultatif, de la manière dont il a mis en œuvre le Programme en 1968, et notamment d'avoir publié en français et en espagnol l'ouvrage relatif à l'œuvre de la Commission du droit international et le document contenant les résolutions présentant un intérêt juridique adoptées par l'Assemblée générale.

15. L'importance du Programme de bourses de perfectionnement des Nations Unies pour l'étude du droit international a été unanimement reconnue par les

^{3/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Sixième Commission, 862ème séance, par. 16.

membres du Comité consultatif. La délégation belge note avec satisfaction que les bénéficiaires de ces bourses ont pu suivre un programme très varié portant tant sur la connaissance théorique que sur la pratique du droit international et elle exprime à cet égard la reconnaissance particulière de son gouvernement à l'UNITAR, à l'UNESCO et à l'Académie de droit international de La Haye qui ont poursuivi leurs efforts en vue d'orienter les boursiers dans cette double voie. D'autre part, une bonne partie de ces boursiers ont pu assister au Séminaire de droit international de Genève, dont la délégation belge a déjà eu l'occasion de souligner la qualité. Elle tient également à remercier l'UNESCO, l'UNITAR et le Gouvernement équatorien de leur collaboration en vue de l'organisation du Cycle d'études régional de droit international.

16. Pour ce qui est de l'orientation future du Programme, la délégation belge souscrit entièrement à la recommandation, adoptée à l'unanimité, selon laquelle l'ONU devrait jouer un rôle de coordination (voir A/7305, par. 89), sans, bien entendu, que cette coordination doive être interprétée comme portant atteinte à la compétence spéciale des organisations et institutions qui coopèrent à la mise en œuvre du Programme. Au cours de sa session d'octobre 1968, le Comité consultatif s'est penché une fois de plus sur la question de la représentation des principaux systèmes juridiques dans le cadre du Programme. Pour sa part, la délégation belge estime que le seul critère à prendre en considération en l'occurrence est celui de l'intérêt et des vœux des pays en voie de développement qui sont appelés à en être les bénéficiaires; c'est pourquoi, bien qu'elle ne s'oppose pas à ce que l'on fasse appel à des représentants des divers systèmes juridiques, elle pense qu'il faut mettre l'accent sur les problèmes pratiques plutôt que sur les idées générales.

17. La délégation belge a toujours insisté pour que, dans l'élaboration et l'exécution du Programme, l'on veuille à éviter les doubles emplois, et c'est pour cette raison qu'elle a toujours demandé que l'on prenne en considération les possibilités offertes par les programmes nationaux d'assistance technique. Dans cet esprit, la Belgique avait offert dès 1965 deux bourses de perfectionnement en matière de droit international dans l'une de ses universités; cette offre a été renouvelée année après année et une nouvelle fois encore pour l'année scolaire 1969-1970 (*ibid.*, par. 22).

18. Pour ce qui est du financement du Programme, la délégation belge a insisté au Comité consultatif pour que le Secrétariat s'en tienne le plus possible aux critères et procédures établis en matière d'assistance technique; elle persiste à croire que le Programme devrait en principe être financé par les ressources fournies par les programmes d'assistance technique existants, dans le cadre desquels il suffirait de lui accorder une certaine priorité; aussi exprime-t-elle l'espoir que le Secrétariat et le Comité consultatif se pencheront en 1969 sur cette question afin de lui trouver une solution satisfaisante.

19. M. PRANDLER (Hongrie) souligne qu'en dépit de ses dimensions modestes le Programme doit être poursuivi pour encourager l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit

international et il indique que, de l'avis de sa délégation, il ne pourra l'être avec succès que s'il est constamment tenu compte des deux conditions suivantes.

20. En premier lieu, un programme qui vise à encourager l'enseignement et l'étude du droit international doit, eu égard à la nature même de ce droit, refléter ses divers éléments ainsi que ses différentes sources et tendances. C'est pourquoi il importe de tenir dûment compte des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies en matière de codification et de développement progressif du droit international et de la doctrine des principaux systèmes juridiques du monde, non seulement dans la préparation et l'organisation des cycles d'études régionaux et des cours régionaux de formation, comme il est dit au quatrième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.6/L.739 et Add.1 et 2, mais dans l'exécution de tous les aspects du Programme, qu'il s'agisse des études concernant le droit international, de l'octroi de bourses de perfectionnement, de la fourniture de services consultatifs d'experts ou des publications juridiques. Si cette condition n'était pas remplie, le Programme perdrait sa valeur symbolique et les Etats Membres cesseraient de s'y intéresser.

21. En second lieu, il ne faudrait jamais oublier que l'Organisation des Nations Unies ne peut à elle seule entreprendre un vaste programme d'assistance. C'est pourquoi le troisième alinéa du préambule dudit projet de résolution indique qu'il est souhaitable d'utiliser, dans toute la mesure possible, les ressources, installations et services mis à sa disposition. La délégation hongroise apprécie le concours toujours plus grand apporté par l'UNESCO et l'UNITAR à la réalisation du Programme et appelle l'attention sur le fait que ce programme doit être ouvert à tous intéressés sans aucune discrimination.

22. Les considérations qui précèdent amènent la délégation hongroise à souscrire pleinement aux vues exprimées dans le rapport du Secrétaire général (A/7305), et notamment à celles figurant au paragraphe 72 de ce rapport, selon lesquelles le Secrétaire général, sous le contrôle de l'Assemblée générale, doit encourager et coordonner les activités des Etats et des organisations internationales intéressées à la réalisation des objectifs du Programme.

23. Les recommandations du Comité consultatif reproduites au paragraphe 89 dudit rapport reflètent pleinement la position de la délégation hongroise à l'égard des questions sur lesquelles elles portent. Aussi recommande-t-elle à la Sixième Commission d'adopter à l'unanimité le projet de résolution qui s'en inspire.

24. M. MLADEK (Tchécoslovaquie) dit que son gouvernement appuie toutes les activités qui ont été entreprises, considérant qu'elles répondent pleinement aux objectifs du Programme.

25. Il y a lieu de poursuivre l'organisation de cycles d'études et de cours de formation et de continuer à offrir des bourses de perfectionnement. Toutefois, en ce qui concerne ce dernier élément du Programme, la délégation tchécoslovaque se demande s'il ne vaudrait pas mieux que les boursiers, plutôt que de se rendre de Genève à La Haye et de là à New York,

fassent porter leurs efforts en un seul lieu, au sein d'une seule institution, sur un seul sujet afin d'en acquérir une connaissance approfondie. De même, la question se pose de savoir si l'UNITAR ou les services d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies ne devraient pas, pour des raisons de principe, administrer les bourses qui sont financées par prélèvement sur le budget ordinaire de l'Organisation.

26. La délégation tchécoslovaque, notant que l'orientation du Programme a été arrêtée et que ses moyens de financement sont limités, bornera son intervention aux observations suivantes.

27. Tout d'abord, bien que les besoins des pays en voie de développement soient les plus importants, le Programme a toujours été considéré comme ayant un caractère universel, si bien qu'il faudrait encourager l'échange de boursiers, de professeurs et de publications non seulement entre les pays en voie de développement et les autres pays, mais encore au sein des pays en voie de développement et des pays développés.

28. En deuxième lieu, l'Organisation des Nations Unies assumant de plus en plus un rôle de coordinateur des diverses activités entreprises par d'autres organisations et institutions, elle devrait également provoquer certains travaux de la part de celles-ci et les inciter à mettre au point des modes de coopération.

29. En troisième lieu, l'Organisation des Nations Unies devrait rester non seulement le centre d'harmonisation de tous les efforts, mais également le centre d'administration de certains des éléments les plus importants du Programme, comme c'est le cas dans le domaine des droits de l'homme.

30. Enfin, bien des initiatives pourraient être prises en ce qui concerne les publications. C'est ainsi que l'Organisation pourrait publier un recueil des résolutions adoptées au cours des 20 premières années de son existence, ainsi qu'un volume contenant toutes les résolutions qui expriment la conviction juridique de tous les Etats Membres ou d'une forte majorité de ceux-ci sur des points de droit généraux. L'UNITAR pourrait étudier la jurisprudence de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les principes fondamentaux contenus dans les Articles premier et 2 de la Charte des Nations Unies. En outre, l'examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats devrait, lorsqu'il aura été mené à bien, être résumé en une seule publication où serait indiquée la position des divers Etats sur chaque élément des sept principes dont il s'agit.

31. Pour conclure, M. Mladek indique que son pays, qui participe au Programme non seulement par sa contribution au budget ordinaire de l'Organisation mais aussi en offrant des bourses d'études (voir A/7305, par. 21) et en fournissant des exemplaires en anglais et en français d'un bulletin sur le droit tchécoslovaque (*ibid.*, par. 29), donnera sa voix au projet de résolution A/C.6/L.739 et Add.1 et 2.

32. M. ESPEJO (Philippines) rappelle qu'à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, sa délégation avait indiqué (1008ème séance) que les Philip-

pines envisageaient d'accueillir en 1969 un cours régional de formation et de perfectionnement en matière de droit international. Il est heureux d'annoncer qu'à l'issue d'un échange de correspondance avec le Directeur général de l'UNITAR, un crédit de 150 000 pesos philippins a été inscrit pour ce cours au budget de l'exercice 1969-1970 et que, sous réserve de l'approbation du Congrès, les Philippines pourront accueillir les participants, si le cours a lieu entre juillet et décembre 1969.

33. M. Espejo espère que cette modeste contribution du Gouvernement philippin favorisera la réalisation des objectifs du Programme et signale que sa délégation s'est portée coauteur du projet de résolution A/C.6/L.739 et Add.1 et 2, étant donné qu'elle partage les sentiments dont il s'inspire.

34. M. WARNER (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il doit être bien entendu que les légères modifications de rédaction qui ont été apportées à certains des alinéas du préambule du projet de résolution A/C.6/L.739 et Add.1 et 2 n'entraînent pas de changement quant au fond. C'est ainsi, par exemple, que les ressources et les facilités mises à la disposition du Programme devront être utilisées conformément aux procédures et aux règles de l'Organisation en matière d'assistance technique et que, pour la préparation et l'organisation des cycles d'études régionaux et des cours régionaux de formation, ce seront l'intérêt des participants et les qualifications professionnelles qui devront être retenus comme critères. Etant convaincue qu'il en sera bien ainsi, la délégation des Etats-Unis donnera sa voix au projet de résolution susmentionné.

35. Cela dit, M. Warner annonce que son gouvernement renouvelle l'offre faite par l'American Society of International Law au Comité consultatif de fournir des exemplaires de l'American Journal of International Law et de ses autres publications aux institutions choisies pour recevoir les publications juridiques de l'ONU. Il annonce également que ladite Society et l'Université de Harvard organiseront conjointement à l'intention de quelque 25 fonctionnaires provenant principalement de pays en voie de développement, un cycle d'études de droit international qui aura lieu du 7 juillet au 1er août 1969, et qui sera suivi d'un voyage de trois semaines à travers les Etats-Unis. Le Département d'Etat fournira les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de tous les participants. Les gouvernements qui souhaiteraient présenter des candidats devraient indiquer les noms des intéressés au Conseiller culturel auprès de l'Ambassade des Etats-Unis dans leur capitale.

36. Rappelant le succès qu'avait connu un programme analogue organisé à Harvard quelques années auparavant, M. Warner espère que les modestes efforts de son gouvernement et des institutions privées de son pays contribueront à rendre le programme aussi fructueux que par le passé.

37. M. ALCIVAR (Equateur) se félicite de l'organisation dans la capitale de son pays du cycle d'études pour l'Amérique latine. Le chef d'Etat de l'Equateur, qui est lui-même professeur de droit international public, attache la plus grande importance à cet événement auquel il compte participer personnellement.

38. Il est hautement significatif qu'après Dar es-Salam, ce soit Quito qui ait été retenu comme siège du prochain cycle d'études de droit international. Le choix de ces capitales de deux petits pays revêt une valeur symbolique, et il faut espérer que des cycles d'études de caractère universel seront organisés sous peu pour rapprocher les jeunes de tous les pays.

39. M. KLAFFKOWSKI (Pologne) fait observer tout d'abord que le droit international étant l'expression de toute la vie sociale dans la communauté internationale moderne, c'est un droit en développement qui doit être enseigné et diffusé dans le cadre du Programme, qui apporte lui-même une contribution à ce développement.

40. En ce qui concerne l'exécution du Programme, la délégation polonaise note avec satisfaction que les efforts de l'Organisation des Nations Unies, et notamment ceux de l'UNESCO et de l'UNITAR, ont permis d'assurer la coordination des activités des Etats et des organisations internationales intéressés. Elle s'associe aux félicitations qui ont été exprimées par les orateurs précédents.

41. Enfin, M. Klafkowski a le plaisir d'annoncer que son gouvernement a décidé d'offrir une bourse de perfectionnement permettant à son titulaire de faire des études supérieures en matière de droit international dans la faculté de droit de l'une des huit universités polonaises.

42. Mlle ALVAREZ (France) estime que le Programme paraît raisonnable et pratique et qu'il contribuera certainement à l'enseignement des principes du droit international. Sa délégation, qui a noté avec satisfaction l'activité déployée par le Secrétariat pour faire connaître à de nombreuses organisations et institutions internationales, les travaux juridiques entrepris sous l'égide des Nations Unies, pense qu'il est utile de poursuivre cet effort de publicité sous forme d'envoi de bulletins et répertoires juridiques à certaines institutions des pays en voie de développement. Il conviendrait à cet égard que le Secrétariat procède avec soin au choix de ces institutions, compte tenu des stocks de publications existants et de l'intérêt que manifestent les institutions pour ces revues.

43. De l'avis de la délégation française, les 20 bourses administrées conjointement par l'Organisation des Nations Unies et l'UNITAR (voir A/7305, par. 37), constituent l'un des aspects les plus importants du Programme. Elle a noté avec intérêt que les cours suivis pendant l'été 1968 par certains boursiers à l'Académie de droit international de La Haye avaient été complétés par des stages de quelques mois à l'UNITAR et au Service juridique de l'ONU (*ibid.*, par. 40). Il serait intéressant de connaître le genre de travail qui a été demandé à ces stagiaires afin de mesurer l'intérêt pratique de telles expériences tant pour les boursiers que pour les administrations intéressées.

44. La délégation française qui, avec un certain nombre d'autres délégations, avait exprimé le vœu, en 1965, que s'instaure une coopération étroite entre l'ONU et les organisations compétentes en matière d'enseignement et de recherche, en vue d'éviter les

doubles emplois aussi onéreux qu'inutiles, se félicite de constater actuellement de nombreux exemples de cette collaboration, notamment en ce qui concerne l'organisation de cycles d'études et de cours régionaux de formation. Elle est convaincue que le cycle d'études organisé par l'UNESCO et l'UNITAR à Quito sera particulièrement intéressant et elle accueille favorablement les propositions de ce dernier organisme relatives au cours de formation qui aura lieu en Asie en 1969 (*ibid.*, par. 69).

45. La délégation française approuve les recommandations du Comité consultatif, touchant le Programme (*ibid.*, par. 89) pour 1969. Elle tient toutefois à rappeler que ledit Programme doit être financé en principe par des contributions volontaires et que le Secrétaire général doit utiliser toutes les ressources des programmes d'assistance technique des Nations Unies avant de recourir au budget ordinaire.

46. M. JAFRI (Pakistan) note avec satisfaction la part active prise par l'UNESCO et l'UNITAR dans la mise en œuvre du Programme. Il est indispensable d'encourager et de coordonner les activités des Etats et des organisations internationales dans le domaine considéré, et la délégation pakistanaise estime que l'organisation de cycles d'études et l'octroi de bourses sont d'une grande utilité pour les ressortissants des pays en voie de développement. Elle félicite le Secrétaire général du rôle qu'il a joué à cet égard et espère que ses efforts continueront d'être couronnés de succès. Elle espère également que l'UNESCO et l'UNITAR réussiront à organiser un cours régional de formation en Asie en 1969.

47. Pour conclure, le représentant du Pakistan souligne que la fonction fondamentale du droit international est de réglementer la coexistence entre les différents systèmes nationaux. Pour faire disparaître la méfiance qui existe actuellement dans les relations internationales, il est indispensable d'assurer une connaissance plus profonde et une meilleure compréhension du droit international. La délégation pakistanaise est convaincue que le Programme contribuera au progrès dans ce domaine.

48. M. KOSTOV (Bulgarie) fait observer que trois années se sont écoulées depuis l'adoption de la résolution 2099 (XX) par l'Assemblée générale et que, si ce délai est trop court pour évaluer la tâche accomplie, il est cependant suffisant pour permettre de se rendre compte que le Programme créé par ladite résolution commence à prendre l'importance qui lui revient. Toutefois, les efforts déployés par l'ONU sont insuffisants pour atteindre le but recherché, et il est indispensable de faire appel à toutes les organisations internationales et tous les Etats intéressés. L'ONU doit surtout jouer un rôle de coordination.

49. Pour la délégation bulgare, il est avant tout nécessaire, dans le cadre du Programme, de respecter le principe de l'universalité et d'accorder la place qui leur est due à la doctrine des principaux systèmes juridiques.

50. La délégation bulgare a étudié avec attention le rapport du Secrétaire général (A/7305), qui rend compte en détail des travaux accomplis et trace les grandes lignes du Programme pour 1969. Une fois

de plus, l'UNESCO et l'UNITAR ont largement participé aux différentes activités entreprises pour renforcer le rôle du droit international, et il serait donc indiqué, comme le propose le projet de résolution dont la Sixième Commission est saisie (A/C.6/L.739 et Add.1 et 2), de les remercier de leur collaboration. Tout en souhaitant que ces organisations élargissent à l'avenir leurs initiatives dans les domaines visés, puisqu'elles sont les plus compétentes pour mener à bien les activités dont il s'agit, M. Kostov note en particulier, parmi les réalisations décrites dans le rapport, l'étude entreprise par l'UNESCO sur la place faite à la notion de coexistence pacifique dans l'enseignement du droit international public, des relations internationales et des autres disciplines universitaires (voir A/7305, par. 51). A son avis, il est indispensable de lier cette étude, qui contribuera à une meilleure compréhension des principes de la coexistence pacifique, aux travaux du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats.

51. La Bulgarie a pris, elle aussi, sur une base bilatérale, des mesures visant au renforcement du rôle du droit international. Elle accueille dans ses universités des étudiants venant de pays en voie de développement, envoie certains de ses étudiants dans d'autres pays et participe à des échanges scientifiques internationaux. D'autre part, conformément à la résolution 2313 (XXII) de l'Assemblée générale, le Ministère de l'éducation nationale bulgare a accordé deux bourses de deux ans à des étudiants originaires de pays en voie de développement qui voudraient se spécialiser en matière de droit international public et privé et de relations internationales. Les détails relatifs à ces bourses seront communiqués au Secrétariat de l'ONU. En outre, la délégation bulgare met à la disposition du Secrétariat de l'ONU une vingtaine d'exemplaires du recueil intitulé Symposium international sur des problèmes du droit pénal socialiste, qui pourrait être utile à certaines institutions des pays en voie de développement.

52. M. Kostov annonce que sa délégation votera en faveur du projet de résolution A/C.6/L.739 et Add.1 et 2.

53. M. JACOVIDES (Chypre) déclare que sa délégation a noté avec satisfaction, à la lecture du rapport du Secrétaire général (A/7305), qu'en dépit des modestes ressources disponibles, des réalisations importantes ont été accomplies tant par l'ONU que par l'UNESCO et l'UNITAR. Ces deux derniers organismes ont généreusement assumé une grande part des responsabilités à cet égard et doivent en être remerciés. En ce qui concerne les activités prévues pour 1969 et les années ultérieures (*ibid.*, par. 70 à 87), la délégation chypriote fait siennes les recommandations formulées par le Secrétaire général. Le Gouvernement chypriote attache une grande importance au Programme, en raison notamment du caractère d'urgence qu'il revêt à une époque où le droit international public est plus souvent violé que respecté. Compte tenu des efforts actuellement déployés en vue de la codification et du développement progressif du droit international, la délégation chypriote estime qu'une compréhension plus large des règles les plus récemment formulées du

droit international contribuerait à renforcer la légalité parmi les Etats.

54. Pour toutes ces raisons, la délégation chypriote s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/C.6/L.739 et Add.1 et 2 et espère qu'il recueillera l'approbation de la Commission.

55. M. KAMAT (Inde) se félicite de la façon dont se déroule le Programme et notamment de la coopération étroite qui existe entre l'ONU, l'UNESCO et l'UNITAR.

56. La délégation indienne constate que l'UNITAR assume un rôle de plus en plus important dans l'exécution du Programme. Il a notamment entrepris un projet de recherche portant sur les obstacles à une plus large acceptation des traités multilatéraux dont les résultats seront sans doute utiles à la Commission du droit international qui a également abordé cette question. L'UNITAR participe en outre à l'organisation de cycles d'études et de cours de formation régionaux. La délégation indienne s'intéresse tout particulièrement au cycle d'études régional qui se tiendra à Quito et au cours régional de formation et d'entretien qui doit être organisé en Asie en 1969.

57. La participation de l'UNESCO a également été précieuse, notamment en ce qui concerne l'assistance qu'elle apporte aux universités des pays en voie de développement.

58. La délégation indienne a noté avec satisfaction que le Secrétaire général a introduit d'utiles innovations dans le domaine des bourses de perfectionnement, ce qui permettra à de nombreux étudiants non seulement de recevoir un enseignement théorique mais aussi d'acquérir une expérience pratique auprès d'organisations internationales. Elle a également constaté avec intérêt que le Comité consultatif a recommandé de donner une place appropriée au droit commercial international dans le cadre des activités menées au titre du Programme (voir A/7305, par. 89).

59. Au paragraphe 76 de son rapport, le Secrétaire général indique que 1969 sera une année importante pour le droit international, puisqu'un timbre-poste portant les mots "La paix par le droit international" sera émis, que le vingtième anniversaire de la Commission du droit international sera célébré et qu'une convention de vaste portée sur le droit des traités sera probablement adoptée. Il conviendrait que le Programme fasse lui aussi un effort particulier à cette occasion.

60. Pour conclure, M. Kamat espère que le projet de résolution A/C.6/L.739 et Add.1 et 2, dont l'Inde est coauteur, sera unanimement adopté.

61. M. DARWIN (Royaume-Uni) félicite le Secrétaire général des activités menées dans le cadre du Programme et se réjouit de la participation active de l'UNESCO et de l'UNITAR, qui sont particulièrement compétentes dans le domaine considéré. Il note en particulier les efforts déployés dans un domaine connexe, celui du droit commercial international.

62. En ce qui concerne le cycle d'études régional qui sera organisé à Quito sur l'invitation du Gouvernement équatorien, M. Darwin formule le vœu

que les sujets examinés revêtent un caractère pratique et soient d'une utilité directe pour les Etats et organisations intéressés.

63. D'autres délégations ayant fait état de leur contribution à l'assistance dans le domaine du droit international, M. Darwin tient à signaler que le British Institute of International and Comparative Law offre, lui aussi, un nombre limité de bourses et que le Gouvernement du Royaume-Uni organise chaque année des cours à l'intention de juristes appartenant à des administrations étrangères.

64. M. VARCHAVER (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) déclare que la participation de l'UNESCO au Programme ne cesse d'augmenter. C'est ainsi que la proposition du Directeur général tendant à augmenter les crédits alloués pour l'enseignement des sciences sociales et notamment du droit international au niveau universitaire s'est concrétisée dans le programme et le budget de l'UNESCO pour les années 1969 et 1970. D'autre part, à sa quinzième session, la Conférence générale a invité les Etats Membres à encourager le développement de l'enseignement des sciences sociales et des sciences humaines au niveau universitaire, ainsi que la formation, dans ces disciplines, de cadres supérieurs et moyens, l'accent devant être mis en particulier sur le droit international^{4/}. La Conférence générale a également approuvé à l'unanimité le Programme dont les grandes lignes sont exposées dans les paragraphes 62 à 67 du rapport du Secrétaire général (A/7305), y compris la participation de l'UNESCO au cours régional de formation qui sera organisé en Asie en 1969. A ce propos, M. Varchaver tient à remercier le Gouvernement philippin de son offre généreuse. Ces mesures permettent au Directeur général de l'UNESCO de continuer à coopérer étroitement avec le Secrétariat de l'ONU et l'UNITAR aux fins des activités destinées à encourager l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international.

65. M. THERATTIL (Institut de formation et de recherche des Nations Unies) souligne que l'Institut assume des responsabilités de plus en plus grandes dans le cadre du Programme, et qu'il consacre

une importante partie de son budget annuel aux diverses activités organisées à ce titre. Il tient à exprimer au Gouvernement équatorien et au Gouvernement philippin les remerciements de l'Institut pour le concours qu'ils lui ont apporté en vue de l'organisation du cycle d'études régional qui se tiendra à Quito et du cycle d'études régional qui doit avoir lieu en Asie en 1969. Il remercie également le Service juridique de l'ONU, l'UNESCO, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Organisation des Etats américains et la Banque interaméricaine de développement ainsi que la Commission économique pour l'Amérique latine et toutes les autres organisations qui ont apporté leur collaboration à l'Institut.

66. Se référant au vœu formulé par le représentant de la Suède (voir par. 11 ci-dessus), M. Therattil signale que l'UNITAR envisage d'entreprendre des études portant sur les procédures de règlement pacifique des différends et le respect des obligations internationales.

67. M. NALL (Israël), après avoir manifesté l'intérêt que porte son gouvernement au cycle d'études régional de Quito, et annoncé qu'il offrira à des ressortissants de pays en voie de développement des bourses dont les détails seront communiqués ultérieurement au Secrétaire général, indique que sa délégation votera pour le projet de résolution A/C.6/L.739 et Add.1 et 2.

68. Le PRESIDENT déclare que s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le projet de résolution est adopté.

A l'unanimité, le projet de résolution (A/C.6/L.739 et Rev.1 et 2) est adopté.

69. Le PRESIDENT rappelle que le mandat des membres du Comité consultatif vient à expiration le 31 décembre 1968 et il propose, compte tenu du fait que l'Afghanistan a demandé à être remplacé par l'Irak, que, pour la période allant du 1er janvier 1969 au 31 décembre 1971, le Comité consultatif se compose des Etats suivants: Belgique, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Ghana, Hongrie, Irak, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 5.

^{4/} Voir UNESCO, Résolutions adoptées par la Conférence générale à sa quinzième session (Paris, 15 octobre-20 novembre 1968), document 15 C/Résolutions (prov.), résolution 3.01, p. 55.

